

<http://divergences.be/spip.php?article1114>



Irène Pereira

Comité invisible, L'insurrection qui vient

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2008 - N°16 Decembre/december/2008 - International - France - Une histoire de caténaires -
L'insurrection qui vient. Tiqqun, livres et des commentaires -

Date de mise en ligne : mardi 2 décembre 2008

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

En dépit d'une signature énigmatique ou à cause d'elle, cet ouvrage nous permet de situer la mouvance de la gauche radicale dans laquelle évoluent le ou les auteur(s), à savoir la mouvance néo-autonome postsituationniste.

L'ouvrage se découpe en deux parties principales : une description de « l'enfer » dans lequel nous vivons et les moyens préconisés pour lutter contre cet « enfer ».

Par les moyens que le Comité invisible préconise pour résister, il se situe dans la mouvance néo-autonome actuelle. Le titre même de l'ouvrage inscrit ses auteurs dans cette mouvance. La notion d'insurrection, telle qu'elle est utilisée dans cet ouvrage, n'est pas sans faire référence à la conception émeutière de la transformation sociale qu'avait développé la mouvance autonome durant la seconde moitié des années 70. En réalité, cette conception émeutière spontanéiste de la transformation sociale, propre à l'ultra-gauche, ne représente qu'un aspect limité de la conception insurrectionnelle de la transformation sociale qui plonge ses racines dans les révolutions du XIXe siècle et leurs barricades, et dont une autre manifestation peut être l'insurrection à laquelle participa Malatesta dans le Bénévent. Le mode d'organisation promu par le Comité invisible est la commune : « La commune, c'est ce qui se passe quand des êtres se trouvent, s'entendent et décident de cheminer ensemble. [...] Dans chaque usine, dans chaque rue, dans chaque village, dans chaque école. Enfin le règne des comités de base ! [...] Toute grève sauvage est une commune, toute maison occupée collectivement est sur des bases nettes une commune [...] » (p. 89-90). La notion de commune telle qu'elle est utilisée par le comité invisible conjoint plusieurs traditions différentes sous le même terme, sans l'utiliser spécifiquement dans le sens dans lequel il est utilisé dans la tradition anarchiste. La commune repose d'abord sur une relation affinitaire entre des individus. En ce sens, la notion

de commune rejoint la notion de « milieu libre » telle qu'elle existait dans les milieux anarchistes de la Belle Époque. Il ne s'agit pas de la notion de milieu au sens où la refuse le Comité invisible. Le milieu littéraire ou le milieu militant est un réseau d'individus qui se constitue pour des raisons sociales. Mais la notion de commune, pour le Comité invisible, englobe aussi la tradition conseilliste germano-hollandaise des conseils et des comités. Le conseil ouvrier n'est pas une structure affinitaire, mais regroupe des travailleurs sur leur lieu de travail. Néanmoins en affirmant « Tout le pouvoir aux communes » (p. 123) et non aux ouvriers, le Comité invisible se situe dans le tournant qu'a suivi une partie du mouvement autonome dès les années 70 (voir par exemple l'OCL en France) en considérant que le lieu de travail ne constituait plus le lieu central des luttes dans le système capitaliste.

Néanmoins au sein de ces communes, de ces comités, il ne s'agit pas de prendre des décisions par le biais d'assemblées générales utilisant des procédures telles que le vote et les délégués mandatés et révocables à tout moment. C'est que l'assemblée générale, pour les membres du Comité Invisible, et pour un certain nombre de personnes de la mouvance autonome post-situationniste, n'a pas pour fonction de prendre des décisions en vue d'agir, mais elle a un rôle cathartique, un rôle de présentation de soi. Ici le modèle implicite de ce que doit être l'AG est le théâtre de l'Odéon en 68. Par conséquent, comme l'AG n'est pas là où se prennent les décisions, le mode d'action qui sert de modèle au Comité invisible est l'émeute urbaine. Plusieurs caractéristiques y sont valorisées. L'émeute urbaine est une action collective spontanée qui ne suppose donc ni une préparation en AG, ni un encadrement par le service d'ordre d'une organisation comme les manifestations. Ce qui explique sa référence plus fréquente aux émeutes de 2005 qu'aux actions de lutte contre le CPE. Autre thème qui est développé, et qui est

là aussi une thématique propre aux milieux situationnistes et autonomes, est le refus du travail. Pour les néo-autonomes post-situationnistes, il s'agit de remettre au goût du jour les pratiques illégalistes, la fraude, des autonomes des années 70. Ces méthodes illégalistes, qui font du lumpenprolétariat le modèle de la rébellion politique, trouvent leurs racines dans l'illégalisme des anarchistes individualistes de la Belle Époque qui prônaient le vol ou la fraude contre le travail.

Les moyens d'action préconisés par le Comité invisible s'inscrivent dans la lignée de deux traditions qui, si dans leur idéologie elles semblent fort différentes, peuvent se rejoindre dans leurs pratiques : il s'agit de l'anarchisme individualiste et du mouvement ultra-gauche autonome. L'illégalisme individualiste et les pratiques émeutières d'un Libertad ne sont pas sans rappeler les auto-réductions et les émeutes autonomes. De même, on peut remarquer les liens qui semblent pouvoir exister entre les milieux libres et les squats.

Ce lien apparaît par exemple dans les Infokiosques où les textes sur l'autonomie voisinent avec les brochures sur l'anarchisme individualiste.